

Livre blanc SIG

Le Comité économique et social européen (CESE) a adopté son avis sur le Livre blanc sur les services d'intérêt général (SIG) le 9 février dernier, par 133 voix pour, 5 voix contre et 2 abstentions. L'avis du Comité des régions sera présenté dans notre prochain numéro.

Le CESE, notamment ♦ "prend acte des neuf principes et huit nouvelles orientations proposés pour affermir l'existence des SIG. Il regrette cependant que ses demandes répétées des dernières années au sujet d'une directive cadre ou d'une loi cadre permettant de garantir l'existence des services d'intérêt général, la liberté de définition et d'organisation des Etats membres, le libre choix des modes de gestion, leur financement à long terme, l'évaluation de leurs performances, les droits des consommateurs, etc. n'aient pas été retenues, même si la Commission s'engage à un rapport sur cette question d'ici fin 2005" (3.1), "le CESE suivra avec attention la mise en œuvre [des] engagements de la Commission" (3.3) ♦ remarque que : si le règlement sur les obligations de services publics dans les transports terrestres imposait aux Etats membres de passer des appels d'offres systématiques il n'y aurait plus de subsidiarité et liberté de choix "pour chaque collectivité du mode de gestion des services d'intérêt général de son ressort" (4.1); "sans extension du service universel des télécommunications [...] la fracture numérique s'accroîtra" (4.2); "rappelle sa proposition de contribuer au pilotage de l'évaluation" multidimensionnelle prévue dans le Livre blanc (4.3); redit qu'il est "urgent de consolider les services d'intérêt général dans leur ensemble, y compris les services sociaux et de santé d'intérêt général compte tenu de leurs spécificités, en matière de rapports au droit de la concurrence, de financement, de mise en œuvre du principe de subsidiarité ou de place dans l'intégration européenne" (4.4); précise que "fournir un cadre clair et transparent pour le choix des entreprises chargées d'un service d'intérêt général [...] implique la reconnaissance de la nécessaire diversité des modes possibles de gestion des SIG et de la liberté de choix pour chaque collectivités concernée [...], sans oublier la possibilité d'un réversibilité d'un mode de gestion vers un autre" (4.5.2) ♦ conclut que le Livre blanc "représente une bonne base pour développer des éléments conceptuels pour une politique européenne en matière de services d'intérêt général" (5.1), les SIG "complètent le triptyque (économie, social, environnemental) de la stratégie de Lisbonne" (5.2), il s'agira donc "d'aboutir à une combinaison harmonieuse des mécanismes de marché et des missions de services publics" (5.3), "d'élaborer un corpus de principes universels pour des services hétérogènes, dont les modalités de prestation varient d'un Etat membre à l'autre, tout en respectant le principe de subsidiarité" (5.4).

Document sur le site du CESE : <http://www.esc.eu.int>

Egalité hommes-femmes

A l'occasion de la journée de la femme, le 8 mars dernier, le président Barroso a annoncé, devant la presse à Strasbourg, la création d'un Institut consacré à l'étude de l'égalité entre les hommes et les femmes. La Commission entend, ainsi, ./.

White Paper SGI

The European Economic and Social Committee (EESC) adopted its opinion on the White Paper on services of general interest (SGI), on 9th February, by 133 votes for, 5 votes against and 2 abstentions. The opinion of the Committee of the Regions will be presented in our next bulletin.

The EESC, in particular, ♦ "notes the nine principles and eight new orientations proposed in the White Paper for reinforcing the existence of SGI. It regrets, however, that its repeated calls in recent years for a framework directive or a framework law to guarantee the existence of services of general interest, Member States' freedom to define, organise and choose management methods of services, long-term funding and performance evaluation, consumers' rights etc. have not been heeded, even if the Commission has undertaken to produce a report on this matter by the end of 2005" (3.1), "the EESC will follow closely the implementation [of] commitments of the Commission" (3.3) ♦ observes that: though the regulation on the reimbursement for obligations of public services in land transports obliges Member States to systematically make calls for tender, there would be no subsidiarity and freedom of choice "for each authority on how it manages services of general interest under its responsibility" (4.1); "unless there is extension of universal service in telecommunications [...] the digital divide will become more pronounced" (4.2); "recalls its proposal to contribute to the guiding of evaluation" which is multidimensional as provided for in the White Paper (4.3); reiterates that it is "urgent to consolidate SGI as a whole, including social and health services of general interest, bearing in mind their specific features, as far as they relate to competition law, financing, the implementation of the subsidiarity principle and their role in European integration." (4.4); specifies that "providing a clear and transparent framework for the selection of undertakings entrusted with a service of general interest [...] implies acknowledging the need for diversity in the way SGI are managed and freedom of choice for each authority concerned [...], without forgetting the possibility of reversibility from one form of management to another" (4.5.2) ♦ concludes that the White Paper "represents a solid basis on which to develop the conceptual elements of a European policy on services of general interest" (5.1), the SGI "supplement the three-pronged approach of the Lisbon Strategy (economic, social and environmental aspects)" it will be necessary therefore to "to achieve a balanced combination of market mechanisms and public service missions" (5.3), "to establish a body of universal principles for different services that are delivered in different ways from one Member State to another, while fully respecting the principle of subsidiarity." (5.4).

Document on the EESC's site : : <http://www.esc.eu.int>

Equality men-women

On the occasion of the women's day, 8th March, president Barroso announced to the press in Strasbourg, the creation of an Institute devoted to the study of equality between men and women. By this, the Commission intends .../...

consolider l'idée d'égalité qui se retrouve dans plusieurs politiques de l'Union (emploi, développement, justice et sécurité). Ni le nom ni le siège de l'Institut ne sont encore arrêtés, l'enveloppe globale pour la période 2007/2013 pourrait se situer au dessus de 50 millions d'euros.

Cour de justice

Dans un arrêt T-93/02, du 18 janvier 2005, le Tribunal de première instance annule une décision de janvier 2002 de la Commission concernant l'aide d'Etat mise à exécution par la France en faveur du Crédit Mutuel (organisme de crédit à but non lucratif) sous la forme d'une compensation pour l'accomplissement d'une obligation de service d'intérêt économique général par la mise en œuvre du "Livret bleu".

Le Tribunal dit que la Commission doit motiver clairement dans sa décision sa position sur l'identification des mesures qualifiées d'aide d'Etat. Il rappelle, également, que le dispositif et les motifs d'une décision, qui doit être obligatoirement motivée en vertu de l'article 253 CE, constitue un tout indivisible. En l'occurrence, le "raisonnement développé par les agents de la Commission devant le Tribunal ne figure pas dans la décision attaquée et est contredit par de nombreux passages des motifs de celle-ci", or, il appartient uniquement au collège des membres de la Commission d'adopter des modifications. Le Tribunal remarque également que, dans son examen, la Commission n'a pas suivi l'ordre des conditions fixé par l'article 87.1 du traité CE, ce qui est "à l'origine de certains problèmes de compréhension".

Initiatives

♦ Le CELSIG organisera, le **27 juin prochain**, au Comité économique et social européen, un **séminaire européen sur l'électricité** qui s'inscrit dans le cadre du programme de travail de la Commission fixé par le Livre blanc sur les services d'intérêt général. Plus d'information prochainement.

♦ Le CELSIG a rencontré, le 1^{er} mars dernier, Johannes Laitenberger et Marcel Haag en charge de la question des services d'intérêt général au cabinet du président Barroso. Les discussions ont porté sur cinq points : l'organisation de la Commission, le Livre blanc sur les SIG, les services sociaux d'intérêt général, la directive services et les relations avec la société civile. J. Laitenberger a souligné, la volonté de la Commission d'avoir une approche à la fois sectorielle et globale, d'entendre tous les avis et donc l'accessibilité des services de la Commission et du cabinet à la société civile. Il a rappelé qu'en matière de SIG les prochains rendez-vous importants étaient le Sommet de printemps et les discussions du "paquet Altmarm".

♦ En vue du prochain Sommet européen de printemps, le CELSIG a préparé une contribution sur la stratégie de Lisbonne à mi-parcours afin de faire connaître ses préoccupations et demandes aux institutions européennes. Le CELSIG conclut en soulignant que l'Union européenne ne relancera avec succès la stratégie de Lisbonne que "si elle met l'accent sur la promotion du modèle social européen, qui associe l'économique, le social et l'environnemental, qui équilibre compétitivité et cohésion sociale et territoriale, qui développe des services d'intérêt général efficaces et répondant aux droits et besoins des citoyens, ainsi que le souligne le traité constitutionnel, notamment dans ses objectifs (art. I-3)". Texte disponible sur www.celsig.org

to consolidate the notion of equality which is present in several policies of the Union (employment, development, justice and security). The name and the headquarters of the Institute are yet to be decided, the total budget over the period 2007/2013 should be above 50 million euros

Court of Justice

In its judgement T-93/02, of 18th January 2005, the Court of first instance annuls a decision made in January 2002 by the Commission concerning State aid granted by France to Crédit Mutuel (a non-profit-making banking organisation) in the form of compensation, for the fulfilment of an obligation of service of general economic interest, by establishing the "Livret bleu" a savings product.

The Court says that the Commission must clearly justify, in its decision, its position on the identification of measures qualified as State aid. It also recalls, that the measure and the statement of reasons of a decision, which must be justified under article 253 EC, constitute an indivisible whole. As such, the "reasoning presented by the authorities of the Commission before the Court does not appear in the contested decision and is contradicted by a number of passages of the reasons for the decision", whereas it is only up to the collegial representation of the Commission to adopt the amendments. The Court also notes that, in its examination, the Commission did not follow the order of conditions fixed by article 87.1 of the EC treaty, which is "the cause of certain problems of comprehension".

Initiatives

♦ On **27th June 2005**, CELSIG will organise, at the European Economic and Social Committee, a **European seminar on the electricity** which falls within the working program of the Commission fixed by the White Paper on services of general interest. More information will be made available soon.

♦ On 1st March 2005, CELSIG met Johannes Laitenberger and Marcel Haag in charge of the issue of services of general interest in president Barroso's cabinet. Discussions were based on five points: the organization of the Commission, the White Paper on the SGI, social services of general interest, the directive services and relations with the civil society. J. Laitenberger stressed, the willingness of the Commission to have an approach which is, both, sector based and global, to listen to all opinions and, thus, accessibility of the Commission's services and of the cabinet to the civil society. It recalled that as regards SGI the next significant dates were the Spring Summit and discussions of the "Altmarm package".

♦ In view of the next European Spring Summit, CELSIG has prepared a contribution on the Strategy of Lisbon, at half-way through, in order to make known its concerns and requests to the European institutions. CELSIG concludes by stressing that the European Union will successfully re-launch the Strategy of Lisbon only "if it stresses the promotion of the European social model, which associates the economic, social and environmental aspects, which balances competitiveness and social and territorial cohesion, which develops services of general interest that are efficient and meeting the rights and needs of citizens, as underlined in the constitutional treaty, in particular, in its objectives (art. I-3)". Text available on: www.celsig.org

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. www.celsig.org. E-mail : celsig@celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé par E-mail. *Distributed by E-mail*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: € 100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.